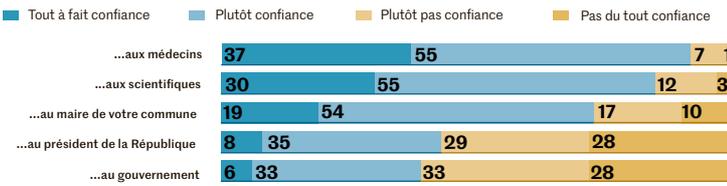
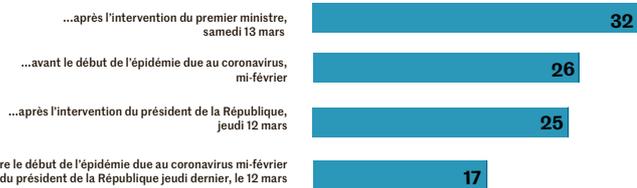


« Quelle confiance accordez-vous... ? »



« Quand avez-vous décidé de ne pas participer aux élections municipales ? »

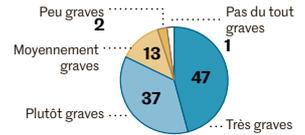


« Voici une série de mesures appliquées dans certains pays contre la propagation de l'épidémie due au coronavirus, y êtes-vous favorable ou non ? »

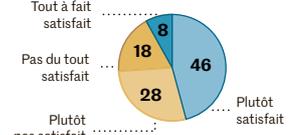


* L'ensemble des résultats de ce sondage sont exprimés en %. Enquête de l'institut Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof réalisée du 16 au 17 mars sur un échantillon de 1 010 personnes, constitué selon la méthode des quotas

« Diriez-vous que les conséquences de l'épidémie due au coronavirus sur la santé en France sont aujourd'hui... ? »



« D'une manière générale, êtes-vous satisfait de la manière dont le gouvernement gère le dossier de l'épidémie due au coronavirus ? »



« Selon vous, les mesures prises par le président de la République et son gouvernement pour protéger la santé des Français sont... ? »



Infographie : Le Monde • Sources : Ipsos

Anxieuse, l'opinion approuve les mesures de l'exécutif

Selon une enquête Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof, 54% des sondés sont satisfaits de la gestion du gouvernement

ANALYSE

Depuis 2017, l'exécutif ne s'était jamais autant exprimé. En une semaine, les Français ont assisté à deux allocutions présidentielles, prononcées avec gravité, où le terme de « guerre » côtoyait celui d'« ennemi invisible ». Deux fois encore, ils ont pu entendre le premier ministre intervenir pour prendre des mesures fortes – la fermeture des restaurants et des bars – ou pour faire de la pédagogie pendant plus d'une demi-heure lors du 20 heures de France 2, mardi 17 mars.

Sur toutes les chaînes, les ministres s'emploient maintenant en duplex depuis l'annonce des mesures de confinement. Il y a urgence. L'épidémie causée par le coronavirus prend de l'ampleur, les Français sont en attente de décisions. La seconde allocution d'Em-

manuel Macron a été suivie par plus de 35 millions de personnes. Une attente qui traduit l'inquiétude. Selon une enquête Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof, le centre de recherche de Sciences Po, 84 % des sondés estiment que cette crise a déjà des conséquences graves sur la santé et 91 % craignent les répercussions sur l'économie. En une dizaine de jours, l'anxiété semble s'être largement propagée dans tout le pays, comme si l'opinion avait basculé aussi rapidement que le virus se répandait. « Il n'y avait pas une réelle conscience de la gravité de la situation. Et puis il y a eu les images dramatiques de l'Italie, la prise de conscience que chacun pouvait être touché, le fait qu'il n'y a pas de parades, pas de vaccin... », résume Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. Autre signe de cette prise de conscience : l'attitude vis-à-vis des élections municipales : 57 %

des abstentionnistes disent avoir fui le bureau de vote, dimanche 15 mars, lors du premier tour, à cause de la crise sanitaire pour ne pas risquer de croiser du monde.

Regain de crédit très fragile
Face à cette épidémie, les personnes interrogées font d'abord confiance aux médecins et aux scientifiques (92 % et 85 % de cote de confiance). Loïn devant le président de la République et le gouvernement (43 % et 39 %). Bien conscients du discrédit du personnel politique, désormais classique, ces derniers mettent en avant le conseil scientifique qu'ils consultent avant chaque prise de décision.

Mais, dans un contexte de forte impopularité d'Emmanuel Macron (autour de 30 % d'opinion positive), le président semble moins rejeté, plutôt attendu et scruté. Les interventions de l'exécutif ont pesé dans la prise de conscience

57% des abstentionnistes disent avoir fui le bureau de vote à cause de la crise sanitaire

d'une partie de la population. Ainsi, 25 % des abstentionnistes se sont décidés à ne pas aller voter après la première allocution de M. Macron lorsqu'il a annoncé la fermeture des écoles, jeudi 12 mars, et 32 % ont choisi de désertier les isoloirs après l'intervention de M. Philippe, samedi 14 mars.

Après une semaine de gestion de crise, l'opinion est également partagée sur l'action de l'exécutif avec 54 % des sondés qui se disent « satisfaits » de la manière dont le gouvernement gère le dossier (46 %

insatisfaits). « Les Français ne considèrent pas qu'ils en font trop. Comme ils sont très inquiets, certains en veulent même plutôt davantage », poursuit M. Teinturier.

Malgré la mise en place d'un confinement très contraignant pour la vie quotidienne des Français, 43 % des personnes interrogées estiment en effet que ces mesures ne sont pas « suffisantes pour protéger la santé des Français », 45 % les jugent appropriées et seulement 8 % « exagérées ». Ainsi, la fermeture des écoles, le report du second tour des élections municipales, la fermeture des commerces non-essentiels, l'interdiction des déplacements non-essentiels sont approuvés à une large majorité (respectivement 87 %, 83 %, 82 % et 79 % d'opinions favorables). L'instauration d'un couvre-feu avec des contrôles de police et la fermeture de certains transports publics, de façon plus modérée (60 % et 59 %.

Comme lors d'autres crises de nature très différente, par exemple les attentats de 2015, certains Français, plutôt opposés d'habitude, redonnent du crédit au président de la République et à son gouvernement. Un regain très fragile et soumis aux soubresauts de l'actualité. « Une telle crise resserre les Français autour de l'exécutif, redonne de la valeur et de l'efficacité à la fonction présidentielle, analyse M. Teinturier. L'essentiel est d'arriver à la gérer sur le long terme. En 2015, François Hollande avait fait un bond de 20 points mais cela avait été très éphémère. »

En cette période incertaine où les courbes du nombre de contaminés et de décès rythment le quotidien des Français, chaque geste, chaque parole des gouvernants est observée au microscope. Attendu, l'exécutif doit à la fois agir et s'exprimer en évitant les fautes. Dans ce contexte brûlant, les déclarations de l'ancienne ministre de la santé, Agnès Buzyn, estimant dans *Le Monde* avoir envoyé des messages d'alerte dès le mois de janvier sur l'impossibilité d'organiser les élections municipales, peuvent avoir des répercussions importantes sur des Français très préoccupés par la crise.

D'où la réponse cinglante du premier ministre mardi soir, affirmant que les médecins n'étaient alors pas d'accord avec elle. « Il y a quelques mois, il y a des gens qui disaient "vous en faites trop" ou "vous n'en faites pas assez". Dans quelques mois (...), certains diront: "Il aurait fallu faire autrement" », a poursuivi le premier ministre, parfaitement conscient des possibles retournements de l'opinion en temps de crise. ■

MATTHIEU GOAR

La parole présidentielle face à la peur des Français

La gestion de la crise sanitaire génère un regain de confiance en l'exécutif, analysent des chercheurs

Dans une opinion publique volatile, l'épidémie de Covid-19 aiguise la peur, réhabilite la fonction performative de la parole présidentielle et rassemble les Français autour des mesures prises par l'exécutif. Ces trois caractéristiques, majeures en temps de crise, sont bien au rendez-vous, sans préjuger de leur durée du fait de la fluidité de la situation présente et des risques inhérents à toute décision gouvernementale dans ce contexte.

La peur tout d'abord. Elle s'établit à un niveau particulièrement élevé et elle est la clé de tout. 45 % des Français donnent une note de 7 à 10 (sur 10) pour qualifier leur niveau de peur quand ils pensent à la situation liée au coronavirus. Et 84 % estiment que les conséquences de l'épidémie sur la santé en France sont graves, dont 47 % très graves, chiffre plus élevé encore s'agissant des conséquences économiques (91 %, dont 61 % de « très grave »). A part un effet plus

marqué encore chez les femmes et chez les moins de 35 ans, ce niveau de peur est relativement homogène dans toute la population.

La parole présidentielle ensuite, et plus largement de l'exécutif. La confiance à l'égard du président reste certes minoritaire (43 %) mais elle est plus élevée que ce qui était observé précédemment. Surtout, au-delà des audiences d'écoute massives de l'intervention d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe, notre enquête montre que la peur baisse chez ceux qui ont été interrogés après l'intervention présidentielle (note moyenne de 5,4 contre 5,8 chez ceux qui ont été interrogés avant), tout comme la colère (4,8 contre 5,4) tandis que l'espoir remonte (5,2 contre 4,7).

En temps de « guerre », terme martelé par le chef de l'Etat, les mots d'un président sont entendus dans notre société au lieu d'être, en temps normal, ignorés la plupart du temps. Encore faut-il qu'ils soient appropriés. Pour

l'instant, ils semblent l'être, tout comme les mesures prises : une majorité de Français (54 %) se déclare satisfaite de la manière dont le gouvernement gère le dossier du coronavirus, et plus encore après (56 %) qu'avant l'intervention du président. Certes, cette majorité étroite n'inclut pas le Rassemblement national (28 %) et La France insoumise (43 %). Mais pour un gouvernement générant une très large majorité d'insatisfaits avant la crise, ce résultat, certes fragile, est autant inespéré que crucial pour gérer cette crise.

Décisions légitimes et adaptées
Surtout, personnes ou presque (8 %) ne considère que les mesures prises pour protéger la santé des Français sont « exagérées ». Ce qui menace l'exécutif est plutôt l'inverse : 43 % les considèrent comme « insuffisantes » (et 45 % au bon niveau), l'intervention présidentielle ayant cependant considérablement rassuré les Français : la part de ceux qui trou-

vaient les mesures insuffisantes baisse de 12 points après cette intervention. Les mesures économiques suscitent, quant à elles, un consensus plus large encore : 54 % « ni exagérées ni insuffisantes », 29 % « insuffisantes » (24 % après l'intervention présidentielle), 7 % seulement « exagérées ».

De fait, la favorabilité à toutes les mesures testées est impressionnante et s'établit à plus de 80 % pour la plupart d'entre elles : fermeture des écoles, report des élections, fermeture des commerces non indispensables, interdiction des déplacements non essentiels ainsi que des rassemblements...

Pour autant, les clivages politiques n'ont pas totalement disparu : le principe de l'instauration d'un couvre-feu génère certes 60 % d'adhésion mais celle-ci est bien plus faible à gauche (près de 50 %) qu'au centre et à droite (près de 70 %). En revanche, 65 % des Français n'accepteraient pas que

l'on utilise des données de téléphones portables pour contrôler les déplacements des citoyens, chiffre largement majoritaire dans toutes les familles politiques mais, plus encore, à gauche et chez les écologistes.

Comme lors d'autres crises majeures (crise de 2008 sous Nicolas Sarkozy, attentats de 2015 sous François Hollande), les décisions récentes de l'exécutif apparaissent légitimes et adaptées à la situation selon les Français. Néanmoins, le moindre faux pas pourrait être fatal à un exécutif toujours impopulaire. ■

SYLVAIN BROUARD
(DIRECTEUR DE RECHERCHE À SCIENCES PO, CEVIPOF ET LIEPP)
BRICE TEINTURIER
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSON EN FRANCE, ENSEIGNANT À SCIENCES PO),
PAVLOS VASIOPOULOS
(MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN SCIENCES POLITIQUES, UNIVERSITÉ DE YORK, ET CHERCHEUR ASSOCIÉ AU CEVIPOF)

Vous écrivez ?
éditions amalthée
recherchent de nouveaux auteurs
Envoyez vos manuscrits :
Editions Amalthée
830 rue Louis Marin, 44200 Nantes
Tél. 02 40 75 40 78
www.editions-amalthee.com